

Entrevues enjeux maritimes

Campagne électorale 2014

À une semaine de la journée du vote, la Sodes dévoile les résultats de ses échanges avec les trois principaux partis politiques (la CAO, le PLQ et le PQ). Ces derniers nous ont livré leur vision respective quant au développement économique du Saint-Laurent. Jamais le Saint-Laurent, son avenir et son développement économique, n'auront généré tant d'attention de la part des politiciens.



SOCIÉTÉ DE
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE
DU SAINT-LAURENT

Nous remercions les trois principaux partis et les candidats suivants pour leur disponibilité :



Christian Dubé
Candidat pour la
Coalition Avenir Québec



Jean D'amour
Candidat pour le
Parti Libéral du Québec





Christian DUBÉ

Député de Lévis

Coalition avenir Québec

Porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de finances

Porte-parole du deuxième groupe d'opposition pour le Conseil du trésor

Porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de travail



Pouvez-vous nous décrire votre Projet Saint-Laurent, en quelques mots ?

Premièrement, le Projet Saint-Laurent (PSL) est bien davantage qu'un plan économique, c'est un projet de société. Le Projet Saint-Laurent valorise l'innovation, l'investissement dans les secteurs de pointe et la création d'emplois de qualité.

Quels sont les grands enjeux, selon vous, auxquels devra faire face l'industrie maritime ?

Les enjeux et les problèmes liés au transport maritime sont importants et complexes mais l'essor du transport maritime courte distance pour favoriser notre commerce intérieur demeure sans aucun doute l'un des plus importants enjeux.

Comment comptez-vous contrer le délabrement des quais ?

En redonnant les quais aux municipalités. Par exemple, à Portneuf, il y a le quai le plus long au Canada. Ce serait un projet très avantageux que de faire en sorte que les navires de croisières puissent y accoster. Cela créerait une nouvelle offre touristique qui deviendrait une manne pour cette région. Il ne serait pas très onéreux de moderniser le quai de Portneuf pour y accueillir ce type de navire, surtout si nous comparons ces coûts aux retombées engrangées. De plus, avec un partenariat entre les municipalités et le gouvernement provincial, ces quais pourraient être entretenus à des coûts raisonnables pour chacun des paliers de gouvernement impliqués.

Les municipalités ont-elles le moyen de reprendre, à leurs frais, l'entretien de ces quais ?

Nous croyons, à la Coalition Avenir Québec, que les municipalités riveraines québécoises et leurs élus sont tout à fait en mesure de prendre en main les installations de pêches et de plaisance. Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec négociera avec le gouvernement fédéral la rétrocession des 95 quais de pêches et de plaisance aux municipalités, ainsi que les sommes qu'il consacre annuellement à cette fin. Afin de s'assurer que les citoyens puissent jouir pleinement du plein potentiel que peuvent offrir ces infrastructures, la Coalition mettra également à la disposition des autorités municipales concernées une somme de 100 millions de dollars sur 5 ans, administrée par le ministère des Transports, qui permettra à celles-ci une remise à niveau de leurs petits ports.





Jean D'AMOUR

Député de Rivière-du-Loup–Témiscouata

Parti libéral du Québec

Porte-parole de l'opposition officielle pour la Stratégie maritime et le Plan Nord



Pouvez-vous nous décrire votre Stratégie maritime pour le Québec, en quelques mots ?

Le but ultime de la Stratégie est d'augmenter les retombées économiques qui proviennent des activités reliées au fleuve. D'ailleurs, la Stratégie maritime pour le Québec couvre pratiquement tous les secteurs d'activités générateurs de revenus gravitant autour du Saint-Laurent. Que ce soit l'aquaculture ou le cabotage, la stratégie prévoit des objectifs pour en améliorer l'efficacité. Le plan du Parti Libéral englobe notamment la valorisation de la formation de la main-d'œuvre, l'amélioration de l'offre touristique et l'incitation à la construction de navires dans les chantiers québécois. Sans oublier les efforts financiers qui seront mis de l'avant pour redonner les quais aux municipalités qui démontrent l'intérêt de les prendre sous leur égide.

Le projet vise globalement à favoriser la richesse collective par la création de 30 000 emplois.

Quels sont les grands enjeux, selon vous, auxquels devra faire face l'industrie maritime ?

Sans aucun doute, l'enjeu principal est le développement des opportunités d'affaires et l'ouverture vers de nouveaux marchés. Nous positionnerons le Québec et la région de Montréal à titre de grands pôles nord-américains de logistique commerciale de manutention des marchandises. Pour ce faire, nous favoriserons, en collaboration avec le gouvernement fédéral et les principaux acteurs de l'industrie, des investissements majeurs dans les ports en eau profonde du Québec (Québec, Port-Cartier, Cacouna, Sept-Îles) et dans le développement de voies ferrées stratégiques (notamment pour relier la Fosse du Labrador au port de Sept-Îles).

Vous prévoyez des investissements privés de 4 milliards de dollars et des investissements publics de 3 milliards de dollars en infrastructure. Vous prévoyez donc que le privé investira davantage que le public. D'où proviendront ces fonds ?

Si le gouvernement met en place des mesures d'aide fiscale, les compagnies maritimes investiront de manière substantielle. Dans cette optique d'investissement, chaque projet additionné totalisera certainement bien davantage que 4 milliards de dollars. Le Parti Libéral est déjà au fait de projets d'envergure, notamment au Port de Québec.





Pour sa part, le Parti Québécois a choisi de répondre aux questions de la Sodes par écrit seulement.

Pouvez-vous nous décrire vos engagements face au développement économique du Saint-Laurent en quelques mots ?

Issue du Plan de développement de l'industrie touristique, la stratégie gouvernementale concernant le développement du fleuve Saint-Laurent a pour vision de faire de celui-ci une icône touristique de calibre international, qui fera la fierté des Québécois, jouira d'une notoriété auprès des clientèles étrangères et bénéficiera d'un développement durable aux retombées économiques considérables.

De plus, le gouvernement du Parti Québécois déploie, depuis son arrivée au pouvoir, les tables de concertation régionales sur le fleuve Saint-Laurent. Ces tables sont un premier pas vers une gestion intégrée des ressources hydriques ainsi que des activités qui y sont rattachées.

Au-delà du tourisme et des croisières que prévoyez-vous pour l'industrie maritime ?

Le Parti Québécois a clairement démontré par le passé sa volonté de développer l'industrie maritime du Saint-Laurent. À cet effet, en 2001, la première Politique de transport maritime et fluvial avait été déposée.

Le gouvernement du Parti Québécois est déterminé à doter le Québec d'une politique nationale de transport durable des marchandises en complémentarité au transport routier, ferroviaire et maritime en misant, notamment, sur le corridor commercial du Saint-Laurent. De plus, cette politique visera la promotion du Saint-Laurent et le développement de projets intermodaux dans les ports. Un peu plus de 26 M\$ seront réservés au Fonds vert pour soutenir les efforts déployés dans les transports lourds afin de réduire les émissions de GES. Ces initiatives seront mises en œuvre par le biais, notamment, du Programme d'aide à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire.

Quels sont les grands enjeux, selon vous, auxquels devra faire face l'industrie maritime ?

Nous croyons que l'enjeu des eaux de ballast est majeur pour le secteur. Les préoccupations de l'industrie concernant la nouvelle réglementation américaine ont été entendues, et nous sommes intervenus. Nous continuerons de nous assurer que les armateurs domestiques du Québec obtiennent, de la part des gouvernements fédéral et américain, des réponses favorables à leurs demandes.

